

Interviews de K. Kinzler autour de la sortie de son livre



L'islamogauchisme ne m'a pas tué, de Klaus Kinzler (Éditions du Rocher,

23 février (Le Point)

https://www.lepoint.fr/postillon/klaus-kinzler-je-suis-devenu-le-facho-a-abattre-22-02-2022-2465864_3961.php

Klaus Kinzler : « Je suis devenu le “facho” à abattre »

ENTRETIEN. Un an après l’affaire de Sciences Po Grenoble, l’un des deux enseignants stigmatisés publie sa vérité dans « *L’islamogauchisme ne m’a pas tué* ».

Propos recueillis par *Alice Pairo-Vasseur*, *Clément Pétreault* et *Laetitia Strauch-Bonart*

Publié le 22/02/2022 à 20h57 - Modifié le 22/02/2022 à 21h02

Le 4 mars 2021, un syndicat étudiant local organisait des collages sur les murs de l'Institut d'études politiques (IEP) de Grenoble. Deux enseignants de l'établissement, Klaus Kinzler et Vincent Tournier, y étaient désignés à la vindicte publique, accusés d'« islamophobie » et de « fascisme ». Formuler publiquement de telles accusations – infondées – contre des enseignants six mois seulement après l'assassinat de Samuel Paty, voilà qui démontrait, s'il en était encore nécessaire, que certaines organisations de gauche n'avaient tiré aucune leçon d'un attentat dont la cible avait été désignée par les réseaux sociaux.

Les semaines passant, les polémiques se sont multipliées, au point qu'un an plus tard l'incendie n'est toujours pas éteint. Depuis l'année dernière, l'Inspection générale a diligenté une enquête mettant en cause la gestion de l'affaire, les étudiants incriminés ont été relaxés en conseil de discipline et l'administration de l'établissement, restée muette pendant des mois, a suspendu Klaus Kinzler de ses fonctions en décembre après qu'il a commenté cette décision dans la presse, avant de confier sa communication à une agence de conseils en affaires publiques. Lâché par ceux qui, estime-t-il, auraient dû le soutenir, Klaus Kinzler s'est défendu seul sur les plateaux de télévision. Il prend désormais la parole dans un ouvrage écrit au cœur de la tempête. Hanté par cet épisode qui le tourmente, il raconte sa version des faits. Prolixe mais précis, l'enseignant raconte les ravages du poison de la polarisation. Entretien.

Le Point : En 2021, votre nom a été placardé sur les murs de Sciences Po Grenoble, vous traitant d'islamophobe. Que s'est-il passé ?

Klaus Kinzler : On pourrait résumer ainsi l'affaire : en novembre 2020, je n'ai pas voulu que la notion d'islamophobie apparaisse dans l'intitulé d'une manifestation officielle de l'IEP (la Semaine pour l'égalité) où elle était censée figurer sur un pied d'égalité avec le racisme et l'antisémitisme. Je m'en explique longuement dans mon livre, *L'islamogauchisme ne m'a pas tué* (Éditions du Rocher, à paraître le 2 mars). Avant, en vingt-cinq ans de carrière, jamais personne ne m'avait empêché d'exprimer mes opinions, d'animer des débats ou de participer aux bagarres intellectuelles et politiques de l'IEP. J'étais à peu près le seul « libéral » dans un univers qui était globalement de gauche et d'extrême gauche, mais j'étais globalement respecté. Un changement de génération s'est opéré sur les dix dernières années. Les vieux chercheurs érudits, qui s'étaient dépolitisés en vieillissant, ont pris leur retraite. C'étaient des gens de la vieille école, respectés pour leurs connaissances et non pour leur engagement en politique. Cette génération a disparu. La nouvelle génération de politologues et de sociologues s'est révélée infectée par les théories « woke ». Un exemple : ces dernières années, nous avons assisté à l'IEP à une multiplication des blocages. Les blocages ont certes toujours fait partie du folklore universitaire. Ce qui est nouveau, c'est qu'ils sont désormais ouvertement soutenus et encouragés par une partie des enseignants-chercheurs.

L'université a toujours été politisée, de façon spectaculaire en Mai 68, puis dans les années 1970-1980 avec le postmodernisme et la pensée critique...

Les universités en Europe ont connu trois phases de militantisme : les staliniens dans les années 1950, les maoïstes dans les années 1970, le mouvement woke auquel nous assistons aujourd'hui. Le militantisme est une constante, surtout dans les sciences sociales, mais ce qui a changé c'est que cette nouvelle gauche militante a occulté le social pour se focaliser sur l'identitaire et la victimisation. On réduit chaque personne à une identité qui serait par définition discriminée. De surcroît, dans les années 1970, lorsque j'étais au lycée, en Allemagne, et que mes profs étaient des soixante-huitards ou d'anciens nazis, la politisation était moindre malgré la polarisation.

Vous voulez dire que, au nom de la tolérance, il y a une montée de l'intolérance ?

Oui. Je vais vous donner un autre exemple : il y a deux ans, je suis intervenu dans l'IEP en organisant une des « anti-AG » pendant les blocages. La majorité des étudiants, qui était opposée à ceux-ci, n'est pas venue, parce qu'à l'IEP il n'est pas bien vu de se montrer antiblocage ! Nous, on perdait chaque année une quinzaine de jours par semestre parce qu'une quinzaine d'étudiants décrétaient un beau matin que c'était la « lutte », et qu'il fallait donc tout bloquer, peu importaient les lois de la République... Or le Code de l'éducation interdit les blocages ! Je suis donc monté au front pour expliquer aux étudiants que, en France, ils avaient toutes les possibilités du monde pour protester légalement contre les réformes d'un gouvernement élu et donc légitime, même s'il ne leur convenait pas. Notre système démocratique offre une grande variété de réponses au pouvoir en place, sans avoir à prendre en otage des centaines d'étudiants. Or ces jeunes gens et une partie de leurs enseignants se sentent obligés de recourir à des actes illégaux, alors qu'ils vivent dans l'un des pays les plus libres au monde... Depuis cette AG « alternative », pour les extrémistes parmi les étudiants, je ne suis plus le libéral de service, mais le facho à abattre.

Si l'on vous suit, on assiste à une surenchère radicale rituelle et inutile ?

Certains, notamment à gauche, sont de plus en plus tentés par l'intolérance et l'imposition de leur vision du monde. Ils le font certes sans violence physique, mais en utilisant la calomnie, la diffamation, les réseaux sociaux... C'est exactement ce qui nous est arrivé. L'affaire des collages a éclaté au mois de mars, mais elle avait déjà commencé au mois de décembre. Entre les deux, il y a eu le mouvement #SciencesPorcs, qui a entraîné la diffamation massive d'étudiants à l'IEP, accusés de viol. Certains parmi ces étudiants ont quitté l'établissement depuis et sont maintenant en traitement pour dépression. En mai, l'Inspection générale a clairement établi que toutes ces accusations n'étaient fondées que sur des « rumeurs de rumeurs ». En dix ans, seuls trois signalements pour des violences sexistes et sexuelles ont été faits à la direction de l'IEP, ce qui n'a pas empêché les étudiants de dénoncer une « culture du viol » à l'IEP. Ce climat de peur instillé par une justice vigilante règne encore aujourd'hui à l'IEP, comme commencent à l'admettre les enseignants de l'IEP eux-mêmes.

On n'a pas besoin de refaire Mai 68 aujourd'hui...

La violence et l'intolérance sont bien sûr inadmissibles, mais quand on relit l'histoire de Mai 68, on voit que c'était bien pire...

Le contexte à l'époque n'était pas le même. En Mai 68, on sortait d'une société beaucoup moins libre, une société qui paraît aujourd'hui presque archaïque. Les femmes françaises par exemple avaient obtenu le droit de vote juste vingt ans avant ! Cela n'avait rien à voir avec les libertés dont nous profitons aujourd'hui. On n'a pas besoin de refaire Mai 68 aujourd'hui...

Aujourd'hui, ils sont prêts à tout, y compris à mettre votre vie en danger pour vous faire taire.

Ce n'est pas ce que disent certains étudiants...

Soyons prudents. Les étudiants qui, l'année dernière, faisaient régner la terreur à Sciences Po Grenoble – et continuent à le faire – ont été élus à 70 %... avec une participation de 20 % ! À peu près 13 % des étudiants ont donc voté pour ce syndicat, dont personne ne pouvait savoir à l'avance à quel point il se révélerait extrémiste. En trente-cinq ans de carrière, je n'ai jamais vu de tels fous. Et pourtant j'en ai vu, des extrémistes ! Mais tout cela était toujours resté bon enfant : des écolos, des anarchistes, des communistes, etc. Or là, aujourd'hui, ils sont prêts à tout, y compris à mettre votre vie en danger pour vous faire taire.

Dans quel état d'esprit avez-vous abordé la rédaction de ce livre ?

J'ai d'abord essayé de réaliser ce qui m'était arrivé. J'étais un prof de province, un « *nobody* ». Je n'avais jamais de ma vie été interrogé par un journaliste. Du jour au lendemain, je me suis retrouvé sur les plateaux de télévision pour défendre mon honneur. Certains, surtout à l'IEP, se sont moqués de moi. Ils disaient que pour « cinq minutes de gloire et un article au *Figaro* », je sacrifiais la réputation de mon établissement. En fait, je n'ai pas tout de suite compris ce qui m'arrivait. Je ne réalisais même pas ce stupide placardage pouvait être dangereux pour moi... Ça, je l'ai compris seulement quand le ministre de l'Intérieur a envoyé chez moi deux policiers pour me protéger.

N'avez-vous pas parfois eu le sentiment d'avoir cédé à une forme de mise en scène des affrontements politiques, d'avoir été le jouet d'idéologies ?

Pas une seule fois je n'ai contacté les journalistes. J'ai en revanche répondu à toutes leurs demandes. Si je n'ai pas arrêté de le faire, c'est que j'étais d'avis que cette histoire était importante et méritait d'être portée à la connaissance d'un maximum de citoyens. Or tout a changé au mois de décembre, à partir du moment où Laurent Wauquiez, puis Marine Le Pen, puis Éric Zemmour se sont emparés du sujet. Tout à coup, je me suis dit : « Klaus, tu n'es plus l'acteur de l'affaire, tu es en train de devenir l'objet de personnes qui t'utilisent pour faire avancer des projets qui sont aux antipodes des tiens. »

Je suis devenu pour certains un héros dont il faut admirer le courage, pour d'autres l'idiot utile de l'extrême de droite.

Et pourtant, la réalité que vous décrivez n'a pas changé ?

Non, mais le contexte, oui. Aujourd'hui, nous sommes à deux mois de l'élection présidentielle ! Dans ce contexte chaud, au lieu d'être un petit prof qui défend la liberté d'expression, je suis devenu pour certains un héros dont il faut admirer le courage, pour d'autres l'idiot utile de l'extrême de droite...

Vous êtes aujourd'hui suspendu de vos fonctions. N'avez-vous pas le sentiment d'avoir trop parlé à la presse et de vous être affranchi des règles qui prévalent dans la fonction publique ?

Non, je ne le pense pas, du moins jusqu'à ce qu'un tribunal de la République le constate. Je n'ai aucune mauvaise conscience non plus par rapport à mes collègues. Cinq d'entre eux s'affichent publiquement de mon côté, une vingtaine estime que je suis l'ennemi à abattre, et une quarantaine, la fameuse majorité silencieuse, en a simplement assez de voir l'IEP « sali ». Ce ne sont pas des extrémistes, mais on peut leur reprocher d'avoir manqué du courage nécessaire pour nous soutenir sans ambiguïté. Après le 4 mars 2021, les journalistes faisaient la queue pour avoir leur avis mais personne ne voulait leur répondre mis à part les extrémistes.

Quant à la directrice, elle a répondu deux fois à la presse en six mois, dont une première fois cinq jours après les affichages pour déclarer que la « tonalité » de mes propos dans les e-mails de décembre 2020 était « extrêmement problématique ». C'est tout ce qu'elle trouvait à dire pour me « défendre », alors qu'on m'avait tout de même collé une cible dans le dos, dans un contexte politique et sécuritaire lourd, et cela déjà depuis six semaines ! Cette directrice savait en effet depuis le 7 janvier que, sur leur page Facebook, les étudiants du syndicat US [Union syndicale, NDLR] avaient lancé une campagne de diffamation contre moi pour « islamophobie ». Elle ne m'en a pas informé, alors qu'il était de son devoir de faire immédiatement un signalement au procureur, de convoquer les étudiants devant un conseil de discipline et de faire en sorte qu'ils enlèvent leur post de leur site. Le lendemain, j'ai reçu comme tout le monde un e-mail de la directrice expliquant que personne n'avait le droit de parler à la presse... C'est quand même fort. Je n'ai pas obéi à ses ordres, ce qui m'a valu cinq e-mails de sa part, au ton de plus en plus menaçant.

La directrice n'a-t-elle pas décidé, à votre avis, de vous suspendre dès ce moment-là ?

Je n'ai aucune information à ce sujet. Mais je note que la discrétion a été également absolue sur la procédure disciplinaire lancée contre les étudiants. Quand ce conseil a enfin eu lieu en novembre, certains professeurs de l'IEP ont été convoqués pour décharger les étudiants, le tout sans qu'on nous mette, Vincent Tournier et moi, au courant ou qu'on nous demande de témoigner. Pourtant, c'était nous, les victimes, non ? Mais pour répondre à votre question : me suis-je dans l'ensemble mal comporté ? C'est à un tribunal de le dire. Nous vivons dans un État de droit.

Une procédure administrative a-t-elle été engagée contre vous à ce moment-là ?

Dans l'arrêté qui fixe ma suspension, la directrice précise qu'elle se réserve le droit d'aller au pénal. Rien ne s'est passé pour l'instant. Au mois de mai, la mission des inspecteurs généraux n'a rien trouvé à redire à mes nombreuses interventions devant la presse – j'en ai donné au moins cinquante –, si ce n'est pour se moquer de mon prétendu goût pour les plateaux de télévision.

Comment qualifieriez-vous aujourd'hui l'ambiance à Sciences Po Grenoble ?

Pour vous répondre, je prendrai pour base deux comptes rendus de conseils pédagogiques que votre journal a pu se procurer. Ces conseils ont été organisés pour comprendre les dysfonctionnements persistants à l'IEP, parmi d'autres initiatives lancées par la direction, dont l'embauche d'une agence de communication et la création d'un comité de cinq experts, le tout pour redorer le blason de l'IEP. Au passage, cela me rappelle *L'Homme sans qualités*, de Musil, qui raconte comment un empire imaginaire, en 1913, inspiré de celui des Habsbourg, crée un grand « comité patriotique » pour éviter sa chute. À l'IEP, c'est un peu la même ambiance de fin de régime, la même panique aussi. Les organisateurs de ces conseils pédagogiques, des enseignants pourtant « progressistes », reconnaissent aujourd'hui que le climat à l'IEP en ce début de 2022 est « délétère » : les étudiants ne voient plus le sens de leurs diplômes ; il subsiste de graves problèmes de harcèlement en ligne et par téléphone à propos des « VSS », les violences sexistes et sexuelles, où de supposés coupables sont démasqués sans procédure légale ; certains enseignants et étudiants, parce qu'ils ont peur d'être censurés, évitent les débats en classe, et les étudiants demandent des avertissements, des « trigger warnings », en cas de sujets « sensibles » abordés dans les cours ; une certaine agressivité règne entre les étudiants, les syndicats et les associations. En bref, il règne une atmosphère « accusatrice et inconfortable ». Exactement comme il y a un an.

Les accusations d'islamophobie à mon encontre sont d'ailleurs encore en ligne, sur le site du syndicat !

D'après eux, c'est à cause de vous ?

Non ! C'est plutôt que, grâce à moi, ils en parlent. Car avant, ces graves dysfonctionnements étaient un tabou à l'IEP. Ce n'étaient là que les élucubrations de Klaus Kinzler ou, au choix, des « attaques nauséabondes des médias nationaux », comme l'a si bien dit la directrice en septembre. Si la situation n'a pas changé depuis, cela est principalement dû à l'impunité des étudiants qui n'ont pas été sanctionnés pour les délits qu'ils ont commis il y a un an.

Quelles conclusions ces conseils pédagogiques tirent-ils ?

Ils reconnaissent enfin que la situation actuelle est inacceptable puisque l'Institut doit garantir la liberté d'expression : « On doit pouvoir discuter de tout et respecter le pluralisme des débats, écrivent-ils, pour autant que les arguments qui sont présentés en cours sont fondés sur des faits et des analyses de sciences sociales, et ne sont pas de simples opinions. » Or la définition qu'ils donnent de la liberté d'expression pose problème. Par exemple, quand en décembre 2020 je me suis disputé à propos du terme d'« islamophobie » avec ma collègue, celle-ci a refusé le débat avec moi sous prétexte que ce concept était « scientifique » et qu'il était donc inutile d'en débattre. Mais on ne peut pas débattre « scientifiquement » du bien-fondé de la mise sur le même plan du racisme, de l'antisémitisme et de l'islamophobie dans un événement public : c'est un sujet de débat où différentes opinions sont possibles. De plus, certains de mes collègues décrètent – ils l'ont même écrit sur le blog des enseignants – que la neutralité des chercheurs n'est « pas souhaitable » et qu'un engagement militant (« agir ») doit aller de pair avec la recherche en sciences sociales. De fait, non seulement de simples opinions n'ont plus leur place à l'IEP, mais l'examen de « scientificité » de tout propos proféré est désormais entre les mains de chercheurs dont les travaux sont idéologiquement biaisés. La liberté d'expression, qu'on prétend défendre, n'existe plus.

L'enseignement, ce n'est pas obliger les jeunes gens qui vous sont confiés à écouter des militants qui cherchent à les embrigader.

Vous nous avez apporté le « Passeport pour l'égalité »... Racontez-nous.

Ce joli passeport a accompagné les étudiants de l'IEP pendant la « Semaine pour l'égalité et contre les discriminations », qui a eu lieu début février. L'édition 2022 s'est révélée pire que celle de l'année dernière. Car cette année, la participation a été obligatoire pour les étudiants de troisième année. Sans surprise, on y a parlé genre, féminisme, jeunesse et inégalités, discriminations de toutes sortes et expériences du racisme, thème pour lequel on a invité deux représentantes des Étudiants musulmans de France (EMF) – une organisation proche des Frères musulmans ! Bien entendu, tout a été extrêmement scientifique. J'ai fait des recherches sur les intervenants, universitaires ou associatifs : idéologiquement, ils viennent tous du même bord ! Que de tels ateliers se tiennent dans les murs de l'IEP et qu'on y discute, pourquoi pas. Mais qu'une telle semaine soit rendue obligatoire pour les étudiants, cela bat tous les records ! L'enseignement, ce n'est pas obliger les jeunes gens qui vous sont confiés à écouter des militants qui cherchent à les embrigader. C'est ce qui permet aux étudiants d'acquérir des savoirs, savoirs qui, ensuite, leur permettent de débattre avec d'autres. Or, là, il n'y a eu ni l'un ni l'autre.

Faut-il mettre fin à ce programme ?

Il faudrait surtout que l'IEP de Grenoble redevienne ce qu'il a été dans le passé. Tel quel, sans changement radical, sans une direction nouvelle, il ne vaut plus grand-chose et on pourrait le fermer ou, pourquoi pas, l'intégrer dans l'université. Un IEP où une minorité dicte sa loi à une majorité intimidée et décide ce qu'il est ou non légitime de dire, est-ce encore un institut d'études politiques ? Une institution publique dont la direction ne défend pas ceux de ses professeurs dont la sécurité est menacée par des révolutionnaires-délinquants ? Un endroit où le cyberharcèlement, la diffamation et l'injure publique ne sont jamais sanctionnés ?

Après votre suspension, allez-vous y revenir ?

Je suis fonctionnaire. Du moment que je ne suis plus ni en congé maladie ni suspendu, je ne vois pas sur quelle base l'IEP peut m'interdire de me rendre à mon travail en avril. Je n'ai pas commis de crime, que je sache. Dans le pire des cas, si un tribunal administratif considère que j'ai dépassé les limites de la liberté d'expression des enseignants du supérieur, je peux recevoir un blâme, peut-être pire, je n'en sais rien, mais je ne pense pas qu'on puisse m'enlever le poste dont je suis titulaire depuis vinq-cinq ans sans avoir jamais eu le moindre problème avec ma hiérarchie. Certes, si j'étais aux États-Unis, je l'aurais déjà perdu !

Je ne veux surtout pas me faire instrumentaliser, ni par la droite ni par l'extrême droite.

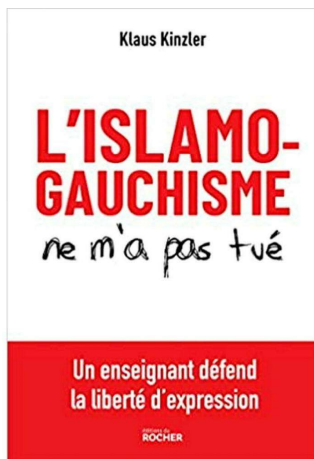
Attendez-vous quelque chose de la présidentielle, vous qui avez été pris à partie par certains candidats ?

Une élection présidentielle est un moment privilégié pour débattre des grands sujets qui divisent la société, et il serait opportun que les candidats, à partir de l'affaire de Grenoble ou d'autres, fassent des propositions sur la

manière de répondre aux dérives qui gagnent l'université. Aujourd'hui, je me sens un peu ébloué par toute cette affaire. Je suis donc heureux de pouvoir m'exprimer longuement sous la forme d'un livre. Et je ne veux surtout pas me faire instrumentaliser, ni par la droite ni par l'extrême droite : je ne me sens aucune affinité avec ces milieux-là.

Comment peut-on encore être de gauche face à ce genre d'événements ?

Cela me paraît extrêmement difficile. Au mois de mars 2021, le secrétaire général du PS, Olivier Faure, avait remis en cause le concept d'islamophobie et m'avait défendu. C'était courageux, mais il est relativement seul dans son camp. Il est vrai que je n'ai jamais été de gauche. Certes, à l'âge de 14 ans, j'admirais Willy Brandt, un grand social-démocrate, mais je me suis tourné ensuite vers les chrétiens-démocrates, puis vers le FDP [Parti libéral-démocrate, NDLR], les « libéraux », qui défendent des positions libérales dans le domaine économique et social. En France, être de gauche en l'an 2022 est un très grand défi ; mais, à mon sens, être de droite l'est tout autant. Quant à être libéral, c'est encore plus compliqué...



L'islamogauchisme ne m'a pas tué, de Klaus Kinzler (Éditions du Rocher)

18 mars (Atlantico)

<https://www.atlantico.fr/article/decryptage/klaus-kinzler-on-a-laisse-les-etudiants-extremistes-de-l-iep-de-grenoble-baigner-dans-l-impunite-totale-voire-le-sentiment-d-omnipotence-islamogauchisme-iep-grenoble-universite-etudes-superieures-etudiants-syndicats>

« L'ISLAMOGAUCHISME NE M'A PAS TUÉ »

Klaus Kinzler : « On a laissé les étudiants extrémistes de l'IEP de Grenoble baigner dans l'impunité totale, voire le sentiment d'"omnipotence" »



Des étudiants manifestent contre l'islamophobie devant le campus de l'Institut d'études politiques à Saint-Martin-d'Hères, près de Grenoble, le 9 mars 2021.

avec [Klaus Kinzler](#)

Klaus Kinzler publie « L'islamogauchisme ne m'a pas tué » aux éditions du Rocher. Professeur d'allemand et de civilisation allemande à l'Institut d'études politiques de Grenoble, Klaus Kinzler a été ciblé par des étudiants sur les réseaux sociaux. Il revient sur cette « affaire de Grenoble », cas d'école qui en dit long sur l'état de la liberté d'expression aujourd'hui.

Atlantico : Klaus Kinzler, vous publiez « L'islamogauchisme ne m'a pas tué » aux éditions du Rocher. Du jour au lendemain, votre vie d'enseignant à l'IEP de Grenoble a changé lorsque vous avez été ciblé par un syndicat étudiant. Pourquoi les choses se sont-elles envenimées à ce point ?

Klaus Kinzler : Je voudrais préciser qu'au début du conflit, en décembre 2020, « ma vie d'enseignant » n'a pas « changé du jour au lendemain » mais juste un peu, graduellement, avant de redevenir « normale » avant Noël (et jusqu'au 4 mars). En plus, l'attaque qui m'a visé à ce moment-là n'est pas venue d'un syndicat étudiant mais d'une collègue historienne qui, au sein d'un groupe de travail censé préparer, avec une dizaine d'étudiants, l'une des quatre journées de la *Semaine pour l'égalité*, n'a pas supporté que je la contredise quant à l'intitulé de notre journée - « Racisme, islamophobie, antisémitisme » - intitulé dont je pensais, et pense encore aujourd'hui, qu'il cherchait à banaliser les crimes de la Shoah et, dans ce but, à mettre les millions de morts dus au racisme et à l'antisémitisme au cours de notre histoire sur le même plan que les victimes d'un racisme antimusulman français certes réel mais sans aucune mesure avec les deux autres formes de racisme. La tentative d'alliance (contre nature)

d'islamogauchistes et d'islamistes pour donner à l'*islamophobie*, un concept récent, ambigu et militant, le même statut que détiennent depuis longtemps, et à juste titre, l'antisémitisme et le racisme, me paraissait être une charlatanerie dont la visée est double : d'une part victimiser les musulmans français en leur conférant collectivement un statut comparable à celui des juifs des années 1930 ; d'autre part, criminaliser toute critique de l'islam radical.

Si les choses se sont envenimées rapidement, c'est premièrement qu'au nom de la prétendue « scientificité » de la notion d'islamophobie (qui au départ du conflit était le cadet de mes soucis), cette collègue non seulement a refusé de débattre avec moi. Pire : elle a rapidement ameuté la direction de l'IEP, son syndicat, le défenseur des droits ainsi que ses collègues enseignants-chercheurs pour obtenir que je sois puni pour mon acte de lèse-majesté (je ne suis qu'un pauvre agrégé, sans doctorat, et fais donc partie de la plèbe universitaire). Si la direction ne donne pas suite aux sollicitations de ma collègue, celle-ci trouve un soutien immédiat et infaillible au sein de son labo de recherche Pacte dont le directoire publie, le 8 décembre 2020, un « communiqué officiel » où je suis accusé d'« une forme de harcèlement » et « d'atteinte morale violente » à l'encontre de ma collègue.

Dans leur rapport de mai 2021, les inspecteurs généraux missionnés par la ministre Vidal soulignent les conséquences gravissimes de ce communiqué publié par une institution de recherche prestigieuse: non seulement, il divise le corps enseignant de l'IEP mais, pire, le directoire de Pacte fournit aux étudiants du syndicat US l'idée et les munitions idéologiques pour lancer, dès le 8 janvier, une campagne de diffamation contre moi sur leur site Facebook, campagne dans laquelle, sur la base des mails échangés avec ma collègue historienne en décembre, ils m'accusent d'extrémisme de droite et d'islamophobie.

La deuxième raison qui a envenimé les choses et contribué à l'escalade qui a abouti aux affichages du 4 mars est l'inaction inexcusable de la directrice de l'IEP face aux menées autant des enseignants que des étudiants de l'US qui, de toute évidence, *voulaient ma peau*. Elle n'a su ni discipliner les collègues qui m'ont publiquement diffamé dans un document officiel, ni saisir la gravité de la situation quand elle a appris, le 10 janvier, que les étudiants, à peine dix semaines après l'assassinat de Samuel Paty, mettaient ma vie en danger en me qualifiant d'extrémiste de droite islamophobe : contrairement à ce qui était son devoir le plus stricte, elle n'a fait aucun signalement au Procureur, ni demandé aux étudiants d'effacer leur post. Pire et presque incroyable : elle n'a même pas jugé nécessaire de m'informer des accusations graves dont je faisais l'objet.

L'impunité totale, voire le sentiment d'« *omnipotence* » où, selon le rapport des inspecteurs, baignaient les étudiants extrémistes à ce moment-là en faisant « régner un climat de peur à l'IEP », n'a pu que les encourager à aller plus loin dans leurs méfaits. L'affichage de mon nom à côté de celui de Vincent Tournier le 4 mars par des « inconnus » n'a été que l'aboutissement logique de l'incurie de la direction dans la gestion de cette crise.

Comment expliquer qu'en France, pays des Lumières, de Voltaire et de Diderot, un enseignant, un professeur comme vous, ait pu être victime d'une telle cabale, accompagnée de lourdes conséquences professionnelles que vous avez dû subir ? Le

système universitaire a-t-il dysfonctionné ? Les idéologies à l'œuvre comme le wokisme ou la cancel culture sont-elles les principales sources de ce fléau et de ce tourbillon ?

On parle beaucoup ces temps-ci, et à juste titre, du wokisme et de la cancel culture. Ces deux phénomènes, qui vont de pair, sont omniprésents dans les pays anglo-saxons où ils font des ravages dans toute la société. En France, on est « en retard », mais, hélas, on s'y met sérieusement. Evidemment, il convient de s'y opposer avec vigueur.

Et pourtant, j'avancerai une autre hypothèse pour expliquer ce qui nous est arrivé à l'IEP de Grenoble, à Vincent Tournier et à moi : nous assistons, non seulement à l'université mais dans toute la société française, à l'effondrement de l'autorité de l'Etat et à celui du respect des règles permettant de vivre ensemble pacifiquement. L'Etat de droit, c'est ma conviction, est en danger. Le microcosme d'un établissement comme un IEP de province, où j'ai enseigné pendant plus de 25 ans sans rencontrer le moindre problème avec mes étudiants, dans une liberté académique et d'expression quasi-totale, est un cas d'école pour illustrer ce qui se passe quand une minorité d'extrémistes comprennent qu'il n'y a plus ni droit ni loi et qu'il est possible de faire ce qu'on veut du moment où on se déclare « en lutte ».

C'est ainsi que, depuis des années, une poignée d'étudiants parmi les plus extrémistes organise des blocages, sans aucune intervention de la direction, pire : avec le soutien désormais ouvert d'une partie des enseignants les plus militants. Ensemble, en fermant pendant des semaines l'accès à un établissement public d'enseignement, ils prétendent protester contre la politique du gouvernement, élu démocratiquement, à qui ils dénie, certains des enseignants *ex cathedra*, toute légitimité démocratique de réformer la France.

Ajoutons que les réseaux sociaux ont pourvu cette minorité agissante – dont j'estime le nombre à 15 ou 20 % des enseignants et étudiants - d'une arme supplémentaire efficace et redoutable : tous ceux qui ne partagent pas la doxa décoloniale sont immédiatement punis au moyen de ce que, concernant les événements à l'IEP en 2021, les inspecteurs ont qualifié de cyberharcèlement. Le résultat est que depuis un an ou deux, aucun débat libre n'est plus possible à l'IEP de Grenoble. En classe, la petite minorité des extrémistes veille au grain et censure le discours des camarades impies. Les enseignants sont soit complices (la minorité, je le répète), soit silencieux (la majorité, par peur de devenir eux-mêmes l'objet de cyberharcèlement).

La leçon simple que j'en tire pour l'enseignement supérieur (et même pour la société française dans son ensemble), c'est qu'il faut d'urgence rétablir l'Etat de droit et punir, immédiatement et sévèrement, tous ceux qui, dans le cas de l'université, se rendent coupables de diffamation et d'injure publique sur les réseaux sociaux vis-à-vis de certains enseignants ou étudiants. C'est pour cela que la relaxe des étudiants qui nous ont diffamés l'an dernier exprimée par un conseil de discipline dépaysé en novembre m'a profondément choqué; de la même façon, j'ai été choqué quelques jours après par la décision de la directrice de l'IEP de renoncer à faire appel contre cette décision incompréhensible. Force est de constater que l'impunité des diffamateurs de la cancel culture est ainsi devenue la nouvelle *jurisprudence* de l'établissement, ce qui, sans changement radical de gouvernance (et de gouvernants) n'augure rien de bon pour la liberté d'expression à l'IEP de Grenoble dans les années à venir.

Comme je l'ai dit, cette réflexion sur la nécessité de la restauration du droit s'applique à la France entière. Sans un Etat de droit fort qui impose ses règles à tous, notre démocratie continuera à se fragiliser.

Le sujet de l'islamogauchisme est-il particulièrement épineux ? Pourquoi cela ?

Juste quelques mots, car il y a pléthore de littérature à ce sujet : le terme « islamogauchisme », que mes éditeurs ont tenu à intégrer dans le titre de mon livre, est extrêmement controversé, tout comme d'ailleurs celui d'islamophobie. Certains, comme les ministres Jean-Michel Blanquer et Frédérique Vidal (début 2021), ont pensé (Vidal) ou pensent toujours (Blanquer) que ce phénomène existe et qu'il « gangrène l'université ». D'autres, par contre – l'écrasante majorité dans le milieu où j'enseigne –, nient l'existence du phénomène en bloc et affirment au contraire qu'il a été inventé de toute pièce par le gouvernement (à savoir, dans le langage simplificateur de ces gens-là, par la droite et l'extrême droite), dans le seul but de réduire la liberté académique dans le domaine des sciences sociales, voire d'y introduire une sorte de censure.

Je n'ai pas envie d'alimenter ce débat. Ce que je sais, en revanche, c'est que, dans mon cas particulier, ce sont bien des islamogauchistes - en chair et en os -, à savoir quelques enseignants-chercheurs de l'IEP de Grenoble, qui sont à l'origine des événements qui ont plongé l'Institut dans la plus grande crise depuis sa fondation en 1948. Des islamogauchistes, il y en a donc bel et bien, j'en témoigne, je les ai vus, je les connais par leur nom. Ce que je peux dire d'eux, c'est qu'ils sont totalement aveuglés par les nouvelles théories ô combien « scientifiques » qui nous sont venues des USA, ils sont intolérants et autoritaires au possible ; ils recourent volontiers à une justice parallèle où ils pratiquent, impunément, la diffamation et l'injure publique. Cerise sur le gâteau : en vertu de la « Science » (avec un S majuscule !) qu'ils pratiquent avec un militantisme qui force le respect, ils se croient sincèrement légitimés à clouer le bec à tous ceux qui refusent de cautionner leur alliance avec les islamistes, alliance qui vise à interdire toute critique de l'islam - un comble pour tout bon gauchiste traditionnel.

Pensent-ils, dans leurs rêves du Grand soir, rallier à leur cause les millions de musulmans français, en remplacement des masses populaires que la gauche, depuis longtemps, a perdues à l'extrême droite ?

La réalité et l'expérience que vous relatez dans votre ouvrage sont-elles le témoin de l'incapacité du monde universitaire à débattre sereinement ? Est-il encore possible de défendre la liberté d'expression ? Et notamment dans l'enseignement supérieur ?

Ma réponse, là aussi, sera brève, car je ne saurais parler du monde universitaire dans son ensemble. Même si j'ai lu d'innombrables articles et quelques livres sur ce qui se passe à d'autres endroits, c'est l'IEP de Grenoble que je connais le mieux. Mon livre parle de ce seul endroit, et il parle d'une expérience individuelle. Le fait est que, aujourd'hui encore, donc 15 mois après le début de l'affaire en décembre 2020, la liberté d'expression dans ce lieu d'enseignement supérieur où nous formons les cadres de demain, n'est toujours pas rétablie. Et ce n'est pas moi qui l'affirme : en affirmant cela, je me base sur les comptes rendus des réunions pédagogiques organisées par mes collègues au mois de janvier 2022 ! Le « climat de

peur » y persiste, et mise à part une certaine gesticulation organisée par une agence de com
privée et un « comité de sages », rien n'est vraiment fait pour y permettre le retour à la sérénité,
à la confiance et, oui, à la liberté d'expression.

Le seul but que, depuis un an, l'IEP de Grenoble semble avoir poursuivi avec une obsession
quasi pathologique, c'est de prouver au monde entier, du matin au soir, que tout y va pour le
mieux dans le meilleur des mondes iepiens, et que les seuls responsables de la crise
existentielle que l'Institut traverse sont les médias nationaux avec leurs « attaques
nauséabondes » (*dixit* la directrice en septembre 2021) et, bien entendu, l'innommable prof
d'allemand, le *traître* qui, « pour cinq minutes de gloire » (une collègue élue récemment
présidente du conseil de discipline) est prêt à « tuer Sciences Po Grenoble » (la
revue *Academia*, 2 mars 2022).

Permettez-moi une dernière remarque à ce propos: ce qui m'inquiète sur un plan académique,
c'est que, de plus en plus souvent, le débat, à l'IEP et ailleurs, soit désormais interdit au nom de
la « science ». C'est d'ailleurs exactement ce qui m'est arrivé. Le problème majeur est que cette
« science », du moins dans certaines disciplines des sciences sociales, est en train
d'abandonner ses propres règles les plus fondamentales, comme par exemple celle de la
« neutralité axiologique » formulé il y a 100 ans par Max Weber. Certains de mes collègues de
l'IEP affirment désormais dans leurs articles, dans le jargon pompeux qu'ils affectionnent, sans
complexes et sans aucune gêne, que « *la neutralité* » politique du chercheur « *n'est pas
souhaitable* » ! Le père allemand de la sociologie moderne se retournerait dans sa tombe s'il
entendait ces militants qui se drapent de l'habit du chercheur.

Très concrètement, en décembre 2020, dans notre établissement, cette confusion entre science
et militantisme – Nathalie Heinrich parle de « militantisme académique » - a, en substance,
donné ceci, dont la profondeur intellectuelle est remarquable : Comment, tu refuses de mettre
sur le même plan racisme, islamophobie et antisémitisme ? C'est que tu n'y comprends rien,
petit prof d'allemand. Car, je te l'assure, l'islamophobie, c'est 100% scientifique ! Si tu ne me
crois pas, t'as ka lire la tribune de Jean-François Bayard parue dans *Le Monde* du 31 octobre
2020. Il te prouve par A + B que, « que le terme plaise ou non, il y a bien une islamophobie
d'Etat en France ».

Quod erat demonstrandum ! Donc : ta gueule !

**Comment expliquer qu'une partie de la gauche ou que certains étudiants aient basculé
dans une forme d'intolérance et ne soient plus dans la quête du dialogue, de l'échange
et du progrès ? Est-ce en raison de ce lien que vous évoquez le délit de blasphème
lorsqu'il est question d'islamogauchisme ?**

Là encore, c'est une question vaste qui dépasse de loin mon champ de compétence. En ce qui
concerne les étudiants, la question que vous posez est cependant cruciale pour le professeur
que je suis, et j'essayerai donc de vous répondre : pourquoi une partie de plus en plus
importante des étudiants (la partie « agissante ») n'est, en effet, plus « en quête du dialogue,
d'échange », de débats contradictoires, bref tout ce qui est à la base de la tradition universitaire,
et qui permet le progrès de la connaissance ?

Mon impression est qu'une assez large partie des lycéens que nous recrutons à l'IEP sont déjà des décolonialistes patentés au moment même où ils franchissent nos portes. Ce qu'ils attendent de nous, c'est qu'on applique à leurs préjugés simplistes le vernis scientifique qui manque encore. Généralement nous exauçons leurs vœux avec diligence. Quand quelqu'un s'y refuse, ils ne sont pas contents : soit ils se montrent « offensés » (pour reprendre le titre du livre de Caroline Fourest), soit ils deviennent très agressifs et tentent de vous faire taire par tous les moyens.

C'est un constat que je fais depuis deux ou trois ans, pas plus, mais je l'admets : pour l'instant je n'explique rien. Pourquoi est-ce ainsi ? La réponse est forcément multicausale. Un élément est certainement l'endoctrinement des jeunes qui commence dès le lycée. Plein de reportages le prouvent. C'est effrayant. Un autre élément, au moins tout aussi important, est le manque abyssal de culture de nos jeunes étudiants, combiné avec un manque tout aussi criant de curiosité intellectuelle. Ils sont convaincus qu'ils savent déjà tout... Etant père moi-même, je suis bien placé pour savoir que nos jeunes ne lisent plus de livres. Ni de la littérature ni autre chose. Leur monde est celui des réseaux sociaux. L'explication des phénomènes actuels les plus compliqués ne doit pas dépasser 160 signes... Un dernier élément de cette liste loin d'être exhaustive est sans doute une nostalgie de croyance ou de foi que j'observe chez nos jeunes. « Dieu est mort », depuis Nietzsche, le communisme est mort depuis la chute du Mur, la planète est foutue. Et même s'ils ne l'avoueraient pas, je suis persuadé qu'au fond d'eux-mêmes, ils cherchent de nouveaux dieux pour remplacer les anciens. C'est pour cela qu'ils confèrent aux mouvements sociaux à la mode une dimension spirituelle voire religieuse, comme par exemple à l'écologie ou, encore plus, à la lutte pour la fin des discriminations envers les LGBTQIA* et ceux qu'ils appellent des personnes « racisées ».

Le problème est qu'une telle approche émotionnelle les rend inaccessibles à la plupart des arguments rationnels, et quiconque ose les contredire en les mettant en face de ce genre d'arguments est aussitôt classé ennemi. L'affaire de l'IEP de Grenoble a débuté ainsi : les étudiants de mon groupe de travail (et leur prof) se sont déclarés « offensés », donc pas en mesure de dialoguer avec une personne comme moi. Assez logiquement, mes propos ont été interprétés comme *blasphématoires*...

Bien que douloureuse, pensez-vous que cette expérience ait pu servir de prise de conscience quant aux problématiques de l'université française à l'heure actuelle, notamment sur ce sujet de l'islamogauchisme mais aussi sur d'autres (au regard du rapport de l'IGESR, des réactions politiques et médiatiques) ?

Je suis très pessimiste par rapport à une quelconque prise de conscience au sein de mon propre établissement. Du moins elle est invisible jusqu'ici. Là-bas, on continue à être convaincu que l'islamogauchisme n'a jamais existé dans cet établissement ni ailleurs et que Kinzler, élément « incontrôlable au psychisme fragile », a été instrumentalisé par les médias nationaux et, ce qui pour eux revient au même, par la droite et par l'extrême droite pour museler l'université.

Sans un nouveau départ radical, de préférence sous tutelle ministérielle, l'IEP de Grenoble ne sortira pas de la crise actuelle, crise où, il faut le souligner, il s'est jeté lui-même, dans une folie

collective. Moi, je n'ai été que le lanceur d'alerte, le messenger de la mauvaise nouvelle – dont il faut se débarrasser.

Plus généralement, je suis un peu plus optimiste. L'écho national qu'a suscité cette affaire déplorable, et le consensus assez large dans les médias, du moins au début, avant que la campagne électorale s'y mêle, m'encouragent dans cet optimisme, tout comme l'ont fait les milliers de mails que des citoyens inconnus m'ont envoyés depuis un an - et continuent à m'envoyer depuis la sortie de mon livre.

Je dois dire, pour conclure, que cette histoire m'a coûté énormément d'énergie. Trop sans doute. Elle a également changé ma vie privée, pas toujours en mieux. En un mot : derrière la satisfaction d'avoir pu donner forme à ce vécu très rude dans un livre, j'éprouve aujourd'hui une profonde lassitude. Et je suis horrifié par la lâcheté que j'ai vue à l'œuvre parmi cette majorité modérée de mes collègues qui n'ont pas osé nous défendre.

Ce que cette majorité silencieuse n'a pas compris, c'est qu'en nous défendant, ils auraient défendu les valeurs de l'IEP de Grenoble - et sa réputation.

Ce qu'ils ont également oublié, c'est que leur comportement – très humain, j'en conviens ! - est une parfaite illustration de ce que tous ceux qui s'intéressent aux grands crimes de l'histoire savent depuis longtemps : sans lâcheté, pas de Hitler, pas de Staline, pas de Poutine...

Le contraste que nous voyons, ces jours-ci, avec le courage du peuple ukrainien est brutal. Il devrait nous faire réfléchir.

1 juin (Famille chrétienne)

<https://www.famillechretienne.fr/38445/article/le-debat-est-en-train-de-disparaitre-de-luniversite>

« Le débat est en train de disparaître de l'Université »

Professeur d'allemand à l'IEP de Grenoble, Klaus Kinzler a été diffamé, insulté, menacé, suspendu de ses fonctions pour avoir refusé les injonctions d'une poignée d'étudiants extrémistes il y a quelques mois. Il en tire les conclusions dans [L'islamo-gauchisme ne m'a pas tué](#) (Le Rocher).



Klaus Kinzler a été suspendu de ses fonctions à l'IEP de Grenoble après avoir été taxé d'« islamophobie ».

Publié le 1/06/2022 à 11:54

Où en êtes-vous aujourd'hui sur le plan administratif ?

En théorie, la réponse est simple. Depuis la fin de ma suspension de quatre mois, le 14 avril, je suis de nouveau enseignant à l'IEP de Grenoble, au même titre que mes collègues. Ma directrice vient d'ailleurs de me le confirmer : si je le souhaite, je pourrai reprendre les cours en septembre et personne ne pourra m'en empêcher.

En pratique, c'est plus compliqué : d'abord, mystérieusement - et contrairement à ce qui est requis par la loi -, il n'y a pas eu de conseil disciplinaire à mon encontre à la suite de ma suspension, ce qui, selon mes avocats, rend celle-ci légalement infondée. Le tribunal administratif se penchera sur ce point en temps voulu et son jugement va nous apprendre [jusqu'où va la liberté d'expression d'un enseignant du supérieur](#). Ensuite, à part une poignée de collègues amis, personne à l'IEP ne souhaite vraiment mon retour. C'est du moins ce qu'on me dit. Fort bien mais que faire ? Continuer à rester chez moi ? Faut-il que je prenne ma retraite ? Si d'ici la rentrée, le ministère sort de son chapeau un poste alternatif pour moi - un poste intéressant ! -, j'aviserai. Si non, je serai devant les étudiants de l'IEP en septembre.

Qu'est ce qui a mis le feu aux poudres ? Vous avez mis en doute le concept d'islamophobie ?

Ce n'était pas mon intention. J'ai été invité à participer à un débat intitulé « Racisme, antisémitisme et islamophobie ». Ce qui m'a dérangé, c'est ce manque de rigueur, sur le plan intellectuel, consistant à mettre sur le plan l'antisémitisme et le racisme d'une part, et l'islamophobie d'autre part. [L'antisémitisme, le racisme](#), on sait très bien ce que c'est, ils ont été étudiés par des historiens, des philosophes, des sociologues. Mais l'islamophobie ? C'est un terme très récent, une notion très floue dont on ne sait pas ce qu'elle recouvre exactement. Est-ce une hostilité à la religion musulmane, parfaitement légitime et légale en France ? Aux musulmans eux-mêmes, qui tomberait sous le délit de racisme ? On ne sait pas. J'aurais aimé en débattre d'autant que, en l'occurrence, j'ai flairé un désir de banalisation de la Shoah et une victimisation des musulmans français, supposés être les nouveaux juifs. On ne m'en a pas laissé le loisir. J'ai été attaqué, insulté par des affiches et des posts sur les réseaux sociaux...

Votre direction ne vous a pas soutenu. Par complicité idéologique ou simple volonté de ne pas faire de vagues ?

En tout cas il n'y a aucune connivence idéologique entre la directrice de l'IEP et les « décolonialistes » et autres islamogauchistes qui m'ont diffamé. Je dirais que politiquement elle est plutôt au centre. Volonté de ne pas faire de vagues ? Certes. Mais je crois que son attitude est surtout due à une incompétence flagrante. Elle n'a pas vu l'explosivité de ce conflit, [quelques semaines après l'attentat contre Samuel Paty](#). Le fait qu'un de ses professeurs soit publiquement accusé d'islamophobie était très grave ; elle n'a pas cru devoir remettre à sa place ma collègue qui m'accusait ainsi. Quand les étudiants ont repris à leur compte et aggravé ces accusations diffamatoires, elle ne m'a pas contactée pour me prévenir, elle n'a pas exigé des étudiants qu'ils suppriment leurs posts sur les réseaux sociaux, elle n'a pas fait de signalement au procureur, comme elle aurait dû le faire.

Les différents IEP (Paris, Lyon, Grenoble...) sont la cible d'une gauche sectaire. Comment l'interprétez-vous ?

Ce ne sont pas seulement les IEP qui en sont victimes. On retrouve ce phénomène à l'université notamment dans les sciences sociales. Et ce ne sont pas seulement les étudiants (ceux qui ont tout cassé à La Sorbonne récemment, par exemple), ce sont aussi les enseignants–chercheurs, qui ont importé [des théories venues des Etats-Unis sur le genre](#), la « race », le « décolonialisme », ce qui ne serait pas un problème s'ils acceptaient d'en débattre. Or ils veulent les imposer par la force. La tolérance, le débat sont en train de disparaître. Si vous contredisez ces théories, on vous considère immédiatement comme l'ennemi à abattre. J'aurais aimé débattre de l'islamophobie ; on m'a refusé ce débat et on m'a insulté. Le pire c'est qu'on refuse le débat au nom de la science, une science militante, qui ne connaît plus la neutralité axiologique chère à Max Weber. Quant aux étudiants, soit ils se déclarent « offensés », soit deviennent agressifs.

A quoi est dû ce refus de débattre ? Réduction du débat à sa dimension morale ? ou impossibilité intellectuelle d'argumenter ?

Ce qui est sûr, c'est que le niveau intellectuel des sciences sociales a considérablement baissé depuis quelques années. Les articles sur le genre, la « race », le décolonialisme sont souvent extrêmement médiocres. Leurs auteurs ont peu lu, sont hyper spécialisés, ne maîtrisent pas une discipline mais se contentent d'« études » (« studies ») dans lesquelles ils inventent des mots compliqués et de ce fait séduisants. Et puis il y a les étudiants. Leur niveau, également, a énormément baissé. Eux non plus n'ont pas lu les œuvres de la grande littérature. Ils arrivent en pensant tout savoir, attendant de leurs professeurs qu'ils leur donnent le vernis scientifique qui ornera leurs préjugés. En plus, [dans un monde sans Dieu](#), je pense qu'il y a derrière tout cela une quête de spiritualité...

Que voulez-vous dire ?

Je pense que [toutes leurs croyances, qui ne sont que des idéologies, remplacent ce Dieu qui est mort](#), depuis Nietzsche. Mes étudiants ont des parents qui ne vont plus à l'église, ne connaissent pas les Evangiles, ne savent pas ce qu'est la foi... L'utopie du communisme est morte, elle aussi. En même temps ils ont besoin de croire en quelque chose. On les a convaincus que notre démocratie occidentale est d'une injustice terrible. Ils croient à la nécessité de sauver la planète et qu'il faut pour cela abolir le capitalisme... Bref ils refusent tout débat rationnel, victimes qu'ils sont d'un dogmatisme étroit ; leur lutte a quelque chose de religieux, au plus mauvais sens du terme. Du coup la critique de leurs croyances est ressentie par eux comme un blasphème.

Vous dites que certains se disent « offensés », le mot revient sans cesse. Est-ce sincère ? Ou une comédie pour faire taire le camp d'en face ?

C'est en partie hypocrite. Ceux qui se disent offensés par exemple par l'islamophobie sont les mêmes qui font montre, dans la minute qui suit, d'une immense agressivité, vous attaquant et vous diffamant avec violence. Tout cela ne va pas très bien ensemble !

En ce qui me concerne, je crois que mes étudiants musulmans ont été sincèrement offensés par mes propos sur [l'islam radical](#), dont j'avais dit qu'il me choquait notamment par sa violence, par la place qu'il assigne à la femme. Mais je pense qu'on leur a appris à être offensés, à être victimes. Quand on critique leur religion, ils refusent la discussion car ils sont blessés. Mais s'ils ne veulent pas que l'on évoque ces questions si cruciales pour notre société, ils n'ont plus leur place à l'IEP. Ou alors, l'IEP comme lieu de formation n'a plus de sens.

Vous considérez-vous comme un lanceur d'alerte, comme l'indique la postface de votre ouvrage signée par un de vos confrères ?

Oui. C'est une histoire qui m'est tombée sur la tête, sans que je l'aie cherché... J'ai parlé à la presse d'une part parce qu'il fallait que je me défende, et d'autre part parce je pense que cela intéresse la société dans son ensemble, dans la mesure où les IEP forment les futurs cadres de notre société. L'impossibilité des débats libres, [la menace sur la liberté d'expression](#), l'endoctrinement qui y règnent : tout cela doit se savoir. Donc, oui, il était nécessaire de lancer l'alerte !

